

Lettre ouverte du président de l'Assemblée populaire communale de Berriane

J'interviens en ma qualité de président de l'Assemblée populaire communale de Berriane démocratiquement élu aux élections du 29 novembre 2007 et dont personne n'a contesté les résultats. Dès le début de mon mandat, l'élection ne semblait pas convenir à certains fonctionnaires de l'administration locale, puisque l'APC, qui est une institution constitutionnelle et souveraine, est gagnée par une liste issue de l'opposition.

Le poste de P/APC de Berriane est aujourd'hui illégalement détourné et occupé par un individu assisté de personnes exerçant des pressions sur les autres membres de l'APC, parmi elles des fonctionnaires de l'administration locale. A défaut d'avoir pu donner mon point de vue et de le défendre en présentant le bilan de mes activités à la population de Berriane, dont un grand nombre m'a fait confiance, je présente, à l'opinion nationale et locale, la réalité des faits sur une destitution illégale à plus d'un titre. J'informerai aussi sur l'état dans lequel j'ai trouvé la commune. Enfin, je donnerai un résumé de l'ensemble des actions que j'ai menées jusqu'à la date de mon élimination.

Chronologie d'un putsch :

- Le 05/11/2008, une prétendue réunion de certains membres de l'APC aurait eu lieu sans que je la convoque, et qui serait sanctionnée par un P-V de délibération. Pourtant, le code communal stipule que la réunion de l'Assemblée communale — ordinaire ou extraordinaire — ne peut se tenir à l'insu du P/APC.

- N'ayant pas entendu parler de cette réunion avant sa tenue et n'étant pas présent, je n'avais donc même pas été entendu.

- Un des membres de l'APC, démissionnaire, a participé à cette réunion, et son nom figure dans le P-V de délibération.

- Le PV a été dissimulé. Je n'ai pas pu le consulter qu'après l'affichage d'une photocopie non légalisée au siège de la commune, en date du 17/11/2008.

- A ce jour, aucune notification de fin de mission ne m'a été signifiée.

- Le nouveau «P/APC» fut choisi par les putschistes dans une liste arrivée à la quatrième position lors des élections en violation de l'article 51 du code communal qui stipule que le remplaçant doit appartenir à la liste ayant obtenu la majorité.

- Le «P/APC» ainsi désigné a usé de la violence pour la récupération du véhicule de service et l'accès au bureau ; sans que je sois invité à faire les passations de consignes.

C'est cela que les autorités de la wilaya de Ghardaïa, et les exécutés de cette ignoble opération appellent «un retrait de confiance» !!

Certains fonctionnaires, tentant de justifier ce scandale, ont prétendu agir selon des orientations émanant de la présidence de la République, ce qui pourrait expliquer la passivité des autorités centrales. (Voir le quotidien national *El Khabar* N°5474 du 12/11/2008 page 24).

Pour toutes ces raisons, je reviens sur cette situation dramatique pour exposer les abus auxquels peut-être soumis un P/APC, surtout s'il appartient à l'opposition.

Afin de dénigrer tous les efforts que j'ai, personnellement, déployés en ma qualité de P/APC, les putschistes ont mené une campagne, en usant de la rumeur et de l'intox, dans le but de légitimer l'ignoble violation de la légalité et de la légitimité. Ces putschistes ont fait circuler la rumeur selon laquelle l'APC de Berriane est en blocage. Il faut leur rap-

peler que le blocage d'une APC est constaté quand elle n'arrive pas à former son exécutif ou à délibérer pour une période de trois mois pour divergence de ses membres. Or à Berriane, l'APC a formé son exécutif avant même mon installation officielle, et toutes les résolutions prises ont fait consensus ; sachant que nous avons tenu une moyenne d'une réunion par mois.

N'ayant pas pu me défendre, face à une vulgaire et impitoyable machination, je présente ici un résumé de l'état dans lequel j'ai trouvé la commune de Berriane à mon installation et les résultats réalisés pendant les 11 mois de ma présidence à la tête de cette assemblée.

En effet, toutes les délibérations, que je dis bien toutes les délibérations, que l'APC de Berriane a prises, l'ont été à l'UNANIMITE. Où est donc le manque de coordination qu'auraient évoqué les élus d'après ce qui apparaît dans le P-V de la réunion clandestine qui a conduit à mon élimination ?

L'état dans lequel j'ai trouvé l'APC, lors de mon installation :

- inexistence d'un secrétaire général ;
- inexistence d'un cabinet du président d'APC ;
- seuls deux chefs de service étaient en fonction pour les six postes requis ;
- une organisation archaïque à cause d'un manque flagrant de formation du personnel ;
- chevauchement de commissions techniques pour des missions indéfinies ;
- manque flagrant de cadres et de main-d'œuvre, toutes qualifications confondues ;
- plan de carrière du personnel bloqué depuis plus de deux ans et sans aucune suite au niveau de la fonction publique.

Actions menées en onze mois d'exercice malgré toutes les difficultés qu'a connues Berriane (émeutes sanglantes pendant des mois suivies des inondations d'octobre 2008) :

- Rappel permanent des prérogatives du P/APC, de l'Assemblée populaire communale et des autres structures administratives, en précisant les droits et les devoirs de chaque organe, tels que définis dans le code communal. Cette clarification fait réagir certaines personnes rompues au fonctionnement opaque qui essaient de justifier toutes les violations des prérogatives du P/APC par le wali de Ghardaïa et le chef de daïra de Berriane en disant «il n'est pas possible de s'opposer à l'Etat». Il a fallu expliquer qu'un P/APC est aussi un représentant de l'Etat en plus du fait qu'il est aussi le représentant de la population. Il s'agit donc de respecter les prérogatives des uns et des autres, tel que stipulé dans l'article 67 du code communal.

- Négociations avec l'Agence nationale de l'emploi et de la main-d'œuvre (Anem) ayant commencé au mois d'avril et qui ont abouti au recrutement de 45 personnes à la compagnie Enageo, soit 60% de sa demande. L'installation du bureau de l'Anem est en phase d'équipement pour son inauguration.

- Accord de principe pour l'octroi de 1500 postes accordés dans le cadre d'un programme d'insertion de la jeunesse de la ville. Nous avons finalisé les dossiers de recrutement de plus de 1200 personnes. Le jour même de la tenue de la réunion clandestine, je négociais un programme de développement et de formation qui s'élève à 4 milliards de centimes. Il était 22h, quand, dans mon bureau au siège de l'APC, j'ai entendu la rumeur d'un retrait de confiance me concernant.

- Création d'une CDP (Cellule de proximité) de la DAS (Direction de l'action sociale) ayant demandé beaucoup de temps en négociations, mais qui drainera, par la suite, d'importants programmes du ministère de la Solidarité.

- Négociation pour l'installation d'une antenne de proximité pour la Cnac (Caisse nationale d'allocation chômage).

- Négociation pour l'installation d'une antenne de proximité pour l'Ansej.

- Revalorisation des rapports entre l'APC et le mouvement associatif.

- Revalorisation des droits de citoyen-neté par des actions de contacts réguliers, directs et transparents avec le citoyen en promouvant la culture civique.

- PCD 2006 (à clôturer) 1 000 000.00 DA.

- PCD 2007 (à clôturer) plus de 8 000 000.00 DA.

- PCD 2008 (Plan communal de développement) 40 000 000.00 DA réalisé à 75 %.

- PCD 2008 (supplémentaire) réalisé à plus de 70 % (10 000 000.00 DA pour l'éclairage, 15 000 000.00 DA pour le bitumage et 10 000 000.00 DA pour l'entretien des écoles).

- Réorganisation du plan d'entretien et nettoyage de la ville (la ville de Berriane comprenait seulement 18 agents de nettoyage pour une population de plus de 35 000 habitants).

- Réorganisation de l'état civil avec la réouverture d'une annexe et une demande d'inscription d'une autre annexe faite dès le début dans le cadre de l'arbitrage du PCD 2008.

- Organisation et distribution du couffin du Ramadhan, en impliquant toutes les associations de quartier, financé entièrement par l'APC et avec satisfaction, pour la première fois, des 100% des demandeurs ;

- Réussite des deux campagnes saisonnières contre la leishmaniose malgré toutes les difficultés (coïncidence de la première campagne du printemps avec les événements de Berriane et celle de l'automne avec les inondations).

Dans une réunion où je n'étais pas présent, le secrétaire général de la wilaya a prétendu que des édifices publics ont fermé sous l'autorité de l'APC et que les services et les intérêts de la commune de Berriane étaient menacés ; une affirmation mensongère qui démontre bien le lynchage que je subis par ces fonctionnaires.

Les émeutes du printemps et de l'été 2008

La gestion d'une situation de crise suite aux événements de Berriane 2008 a été menée par le contact direct du P/APC avec le citoyen et par une présence quotidienne sur le terrain, surtout en période d'émeutes en prenant de grands risques et en exposant parfois ma propre vie aux dangers avec une participation à des réunions marathon organisées par diverses entités dans l'objectif d'apaiser les esprits. (Il m'est arrivé de participer à une dizaine de réunions en une seule journée, tout en gérant le quotidien).

Les inondations d'octobre 2008

- Déclenchement du plan Orsec le jour même de la catastrophe, soit le 01/10/2008 (premier jour férié de l'Aïd).

- Ouverture d'un registre de recensement des sinistrés le 02/10/2008, avec une permanence de 24h/24h.

- Création d'une commission de constatation des dégâts suite à un arrêté communal daté du 02/10/2008. (La commune de Berriane est la seule, sur l'en-

semble des 9 communes sinistrées de la wilaya de Ghardaïa, à avoir créé cette commission pour la constatation des dégâts des inondations du 01/10/2008. Elle a élaboré un travail, devenu une référence pour la commission du CTC dépechée d'Alger).

- Etablissement d'attestations pour les sinistrés sur la base des listes arrêtées par la commission communale de constatation des dégâts des inondations du 01/10/2008.

- Organisation et gestion de la distribution des vivres en collaboration avec le Croissant-Rouge, les scouts et des volontaires.

- Dégagement, dès le premier jour, des voies coupées suite aux inondations.

Dans des circonstances aussi tragiques, le chef de daïra de Berriane s'amusait à parasiter le plan d'action que nous avons mis en place par diverses manœuvres comme l'utilisation des moyens de l'APC sans nous consulter ou la convocation, à notre insu, de la commission que nous avions mise en place. (Le chef de daïra de Berriane ignore-t-il réellement qu'il n'est qu'en tant que représentant du wali, il ne doit jamais intervenir de sa propre initiative et, de surcroît, en usant des moyens et structures propres à l'APC ?).

Si je m'adresse à l'opinion, locale et nationale, c'est pour la prendre à témoin, en lui disant qu'en tant que jeunes universitaires, nous avons tout fait pour apporter des solutions aux problèmes de notre localité. En nous portant candidats pour participer à la gestion de la chose publique, nous avons opté pour la légalité et la transparence. Investis de la confiance des citoyens, animés d'une grande détermination et d'une volonté réelle, nous avons, dès notre installation, subi les pires tentatives de violation de nos prérogatives par le wali et d'autres représentants de l'administration locale. Nous avons toujours dénoncé ces abus tout en faisant les efforts qu'il fallait pour être coopératifs, dans le cadre du respect des missions des uns et des autres. Cette disponibilité n'aura servi à rien, sinon à organiser un putsch pour nous éjecter de l'APC de Berriane.

Dans notre pays, l'administration se comporte toujours comme l'instrument du parti unique. Elle bénéficie d'une autorité qu'elle utilise avec beaucoup d'abus. Le wali de Ghardaïa s'en est toujours pris aux listes de notre parti. Avant même les élections locales, notre tête de liste aux élections législatives, fonctionnaire au siège de la wilaya, a été éliminée sans aucune raison légale. Il récidive et continue son «œuvre» maintenant en installant un autre «P/APC» sans que le poste que j'occupe ne soit officiellement déclaré vacant. Comment une collectivité locale peut-elle résister aux tentatives de déstabilisation, orchestrées par les représentants d'une administration censée l'assister et qui finit par organiser «sa liquidation administrative» devant une administration centrale muette et complaisante ?

Malgré tous ces abus, les citoyens de Berriane ont pu constater qu'il était possible de gérer une commune dans la transparence, la concertation et dans l'intérêt de tous.

Quelle que soit l'issue des recours que nous avons introduits, nous sommes convaincus, en âme et conscience, que nous avons d'ores et déjà accompli notre mission.

HADJADJ Nacereddine,
président de l'Assemblée populaire
communale de Berriane,
démocratiquement élu.